



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

ARRÊTÉ

n° 2 0 0 7 1 4 5 2 du 23 MAI 2007
portant autorisation de poursuivre l'exploitation d'une carrière, par la Sté COUROUX,
sur la commune de CERNAY,
au titre du titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National et du Mérite

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V,
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 18,
- VU** le Code minier et ses textes d'application,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** les arrêtés ministériels du 10 février 1998 et du 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU** le Schéma Départemental des Carrières du Haut-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 6 février 1998 mis à jour le 3 février 2003,
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1988 modifié (ZERC I, II, et III) et du 9 juillet 2004 prenant en considération un projet d'intérêt général relatif au projet de zone d'exploitation et de réaménagement coordonnés des carrières (ZERC III, n° 11) dans le département du Haut-Rhin,
- VU** le SDAGE du Bassin Rhin- Meuse approuvé par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996 ;
- VU** le SAGE III- Nappe- Rhin approuvé par arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 ;
- VU** le plan d'occupation des sols de la commune de Cernay,
- VU** l'arrêté préfectoral n°995 228 du 21 janvier 1991 autorisant la Sté Sablière de Cernay à étendre et poursuivre l'exploitation d'une carrière à Cernay, pour une superficie totale de 14,68 ha, concernant 3 secteurs dits « *secteur 1, secteur 2 et secteur 3* »,
- VU** le récépissé préfectoral de déclaration de changement d'exploitant, au profit de la Sté COUROUX, pour une partie de la carrière (le secteur 1 et une partie du secteur 2 : superficie de 10,5668 ha), de la préfecture du Haut- Rhin, du 17 janvier 1995,

- VU** l'arrêté préfectoral n° 991372 du 23 juin 1999 portant prescriptions complémentaires s'agissant des garanties financières de remise en état de la carrière (secteurs 1 et 2), et notamment son article 9,
- VU** la déclaration de modification des conditions d'exploitation (modification du phasage d'exploitation, montant des garanties financières de remise en état) du 6 décembre 2006 (dépôt préfecture le 22 décembre 2006) de la Sté COUROUX (rapport ENCEM n°0168 4341bis – Novembre 2006) complétée par l'erratum transmis par la Sté Couroux le 12 janvier 2007,
- VU** le rapport de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées, du 15 janvier 2007,
- VU** l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) du 28 mars 2007,

CONSIDÉRANT que compte tenu du changement d'exploitant susvisé, qui ne concerne qu'une partie de la carrière, il convient que chacun des exploitants puisse bénéficier d'un arrêté de prescriptions adapté à son exploitation,

CONSIDÉRANT le changement de raison sociale de la Sté Sablière de Cernay en Sablière Hermann Frères,

CONSIDÉRANT les différents jugements rendus s'agissant des contentieux opposants le propriétaire des terrains et la Sté COUROUX susvisée (déclaration de changement d'exploitant pour une partie du site : les secteurs 1 et 2) :

✓ s'agissant du récépissé préfectoral de déclaration de changement d'exploitant du 17 janvier 1995 :

- le 21/08/1995, TA de Strasbourg : Annulation du récépissé de changement d'exploitant au profit de la Sté Couroux,
- le 10/12/1998, Cour d'Appel de Nancy : Annulation du jugement du TA Strasbourg du 21.08.1995,
- le 07/08/2003, Conseil d'Etat (suite au jugement de la Cours d'Appel de Nancy) : Prend acte du désistement de la requête (*) de l'avocat de la Sté Sablière de Cernay enregistré le 27 mai 2002,
(*) *La requête de la Sté Sablière de Cernay (enregistrée le 4 mars 1999) demandait au Conseil d'Etat l'annulation du jugement du 10 décembre 1998 de la cour administrative d'appel de Nancy et du récépissé préfectoral de déclaration de changement d'exploitant du 17 janvier 1995.*

✓ s'agissant du contrat de forage entre le propriétaire des terrains et la Sté COUROUX :

- le 31/12/1996, TGI Mulhouse : Rejet de la demande d'annulation du contrat de forage du 3 mai 1994 par erreur et avant dire droit,
- le 09/06/1998, Cour d'Appel de Colmar : Rejet de la demande d'annulation du jugement du 31/12/1996,
- le 13/12/2000, Cour de Cassation : Pourvoi de la Sté Sablière de Cernay en cassation rejeté,
- le 16/10/2000, TGI Mulhouse- Chambre commerciale : Sté Couroux peut prendre possession des terrains visés dans le contrat de forage dans les 48 h et peut dresser constat des matériaux extraits par la Sté Sablière de Cernay depuis 03.05.1994,

- le 09/02/2001, Cour d'Appel de Colmar : Rejet d'annulation du jugement du TGI de Mulhouse du 16.10.2000,

CONSIDERANT que les contentieux ont conduit à divers arrêts d'exploitation et qu'en conséquence il s'en est traduit un décalage dans le phasage d'extraction,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 21 janvier 1991 susvisé autorise l'exploitation de la carrière pour 20 ans, et autorise également que la remise en état soit réalisée dans un délai de 12 mois après la fin des travaux d'exploitation, **mais** que l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 1999 impose que la remise en état finale devra être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation d'exploiter,

CONSIDÉRANT qu'il convient en fait que la fin de la remise en état soit fixée préalablement à l'échéance de l'autorisation d'exploiter, afin que le préfet puisse encore faire appel aux garanties financières de remise en état de la carrière, si cette remise en état n'est pas réalisée par l'exploitant à l'échéance fixée,

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser le montant des garanties financières de remise en état,

CONSIDERANT les diverses modifications de parcellaire,

CONSIDERANT que lors de la Commission départementale de la Nature des Paysages et des Sites du 28 mars 2007, l'exploitant a fait état d'une erreur dans son dossier (rapport ENCEM n°0168 4341bis – Novembre 2006) en ce qui concerne l'arrêt de l'exploitation des terrains dits « du secteur 1 » ; la fin d'exploitation de ces terrains est prévue fin 2007/début 2008 et non fin 2006/début 2007,

APRÈS communication à l'exploitant du projet de prescriptions complémentaires,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

I- PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1^{er} – CHAMP D'APPLICATION

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société COUROUX, désignée l'exploitant dans le présent arrêté, dont le siège social est Route de Bâle- 90160 PEROUGE est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à Cernay.

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Carrière	2510-1	A	Superficie: 10,5668 ha tonnage annuel maximal à extraire : 40.000 t quantité totale autorisée à extraire : 160.000 t

Article 2 – DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation d'exploiter les terrains est accordée jusqu'au 21 janvier 2011.

Sauf en cas de renouvellement autorisé, la remise en état devra être achevée **3 mois avant** le 21 janvier 2011.

Article 3 - PÉRIMÈTRE AUTORISÉ

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé est limité :

- aux parcelles suivantes :

Commune	secteur	Section	Parcelle	Superficie en ha
Cernay	Secteur 1	63	21 à 35	4,5862
	Secteur 2	82	58 à 60	5,9806
		64	89 et 100 à 105	
		63	81	

Toute modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession doit être déclarée à l'inspecteur des installations classées.

II- RÈGLES GÉNÉRALES

Article 4 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES – PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux :

- n° 95228 du 21 janvier 1991, sauf celles de l'article 3 s'agissant de la fin des travaux de remise en état de la partie de parcelle 57 et de la parcelle 62/55 – section 63 à Cernay,
- n°991372 du 23 juin 1999, s'agissant des garanties financières de remise en état des terrains de la carrière de Cernay (secteur 1 et 5,9806 ha du secteur 2).

susvisés, sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit exigés par le présent arrêté,

Article 5 - MISE EN SERVICE

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans, ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

Article 6 - ACCIDENT - INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 7 - MODIFICATION – EXTENSION – CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale selon les modalités prévues à l'article 23.2 du décret du 21 septembre 1977. Le dossier de demande d'autorisation comprend :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières prévues par le présent arrêté,
- un document attestant le droit de propriété ou d'exploitation des terrains concernés.

Article 8 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF D'UNE INSTALLATION

- I. Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant notifie cet arrêt au préfet au moins six mois avant celui-ci.

Lors de l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

- II. Il est joint à la notification au préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément aux dispositions des articles 34.1 à 34.6 du décret du 21 septembre 1977.

Ce mémoire indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'installation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,

- les interdictions ou limitation d'accès au site,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- le respect des dispositions applicables à la remise en état du site.

III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES ET DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION

Article 9 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES :

Avant la poursuite d'exploitation, l'exploitant :

- met en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- place des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- met en place à la périphérie de la zone en exploitation, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre cette zone,
- aménage l'accès à la voirie publique de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Les accès et chemins d'accès doivent être conçus pour éviter l'apport de boue sur la voie publique. Ces accès doivent être limités.

Article 10 - DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION :

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des aménagements préliminaires mentionnés ci-dessus.

Cette déclaration est transmise en trois exemplaires au Préfet et est accompagnée du document établissant la constitution de garanties financières définies à l'article 31 du présent arrêté.

SÉCURITÉ DU PUBLIC

Article 11 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS LA CARRIÈRE :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Des dispositifs de barrage mobiles, solides et susceptibles d'être bloqués pendant les heures où les installations ne sont pas surveillées, doivent être installés sur les chemins d'accès au chantier.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. La conception des dispositifs d'interdiction d'accès aux parties dangereuses du site ne doit pas nuire à la réalisation des travaux de remise en état. Plus particulièrement dans le cadre de la réalisation de merlons périphériques avec des terres de découverte, l'exploitant devra pouvoir disposer de suffisamment de terres de découverte pour mener à bien les travaux de remise en état

prévus à l'article 30 du présent arrêté.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 12 - DISTANCES DE REcul – PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS :

Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique, tels qu'ouvrages publics ou privés, etc.... **Toutefois cette distance est portée à 25 m le long du CD 2b II.**

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

En ce qui concerne la présence de gazoduc longeant la limite Ouest du secteur 2 de la carrière et des lignes électriques passant sur le site de la carrière, l'exploitant doit veiller particulièrement au respect des dispositions du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et de l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, ou tout autre texte administratif qui se substituerait à ces arrêtés.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

Article 13 - POMPAGE DE LA NAPPE PHRÉATIQUE :

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état, est interdit.

Article 14 - TRAVAUX PRÉPARATOIRES :

Article 14.1. Matérialisation des distances de sécurité. L'exploitant matérialise sur le site les distances de sécurité définies à l'article 12.

Article 14.2. Défrichage. (*)

Article 14.3. Décapage. Aucune extraction n'a lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Les opérations de décapage respectent les dispositions suivantes :

- la Direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie) est avisée, au moins trois semaines à l'avance, de toute campagne de décapage,
- les horizons humifères sont enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte. Aucun déplacement des horizons humifères n'a lieu par temps de pluie,
- la circulation des engins doit être évitée sur les zones à décapage,
- toutes dispositions sont prises pour éviter le contact de sols riches en matières organiques avec les eaux superficielles ou souterraines,

Article 14.4. Découvertes archéologiques. Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques, est immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie).

Article 14.5. Stockage des terres de découverte et des horizons humifères. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les horizons humifères aux stériles. Les horizons humifères et les stériles sont stockés séparément de manière à pouvoir être réutilisés lors de la remise en état des lieux.

Article 14.6. Evacuation hors du site des excédents de terres de découverte et d'horizons humifères. Dans tous les cas, cette évacuation des excédents de terres de découverte et d'horizons humifères ne peut être effectuée qu'après constitution du stock tampon minimal nécessaire à la réalisation de la remise en état du site après exploitation. L'exploitant doit être capable de justifier à tout moment des quantités conservées.

Article 14.7. Fossés de drainage. (*)

Article 15 - EXTRACTION :

Article 15.1. Dispositions générales

L'ensemble du matériel utilisé dans la carrière, et les dispositifs prescrits dans le présent arrêté seront convenablement entretenus. Les registres d'entretien seront élaborés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitation et la remise en état doivent à tout moment :

- garantir la sécurité et la salubrité publiques, ainsi que celle du personnel,
- maintenir la stabilité des terrains, de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

L'exploitation doit permettre un défrèvement maximum du gisement en profondeur sous réserve de la stabilité des berges, et des prescriptions de remise en état. Cette exploitation aura lieu au minimum à la profondeur de 9,50 m par rapport au terrain naturel.

L'exploitation se fait, par couloir de dragage, à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Ces talus sont donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de :

- 1/1,5 (environ 33°), pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe,
- 1/10 (environ 6°) sur une distance horizontale sous eau d'au moins 20 m mesurées depuis la côte moyenne estivale du niveau libre de l'eau, pour les zones de hauts-fonds prévues au document d'impact,
- 1/2 (environ 26°), pour les parties exploitées en eau.

L'exploitant définit une méthode de repérage de l'engin d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 15.2. Dispositions particulières

L'exploitation des terrains du secteur 2 ne pourra être réalisée qu'après défrèvement maximal des terrains du secteur 1, sous réserve du respect des prescriptions de remise en état du secteur 1.

L'exploitant doit pouvoir justifier du défrusement maxi (bathymétrie).

Article 16 - REMBLAYAGE :

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière est interdit.

Si nécessaire et en cas d'une demande préfectorale particulière, les opérations de remblaiement ne pourront être effectuées qu'avec des matériaux inertes, tels que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site. Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

PLAN D'EXPLOITATION

Article 17 - CONTENU :

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation (carrière et installation de 1^{er} traitement), ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (*équidistantes, tous les mètres d'altitude*) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau (*équidistantes, tous les mètres de profondeur*),
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture et des barrières d'accès,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière et aux installations de traitement,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

Article 18 - MISE À JOUR :

Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux ans.

Article 19 - COMMUNICATION DU PLAN :

Le plan d'exploitation est conservé sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Chaque version du plan est versée au registre d'exploitation de la carrière.

Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 17 est communiqué à l'inspecteur des installations classées tous les 2 ans, ou sur simple demande de sa part.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment que :

- le plan soit établi ou validé par un géomètre- expert,
- des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

Article 20 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues de façon notamment à limiter les envols de poussières. A cet effet elles devront être arrosées dès l'apparition de poussières.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article 21 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES :

Toute opération d'entretien de véhicules et engins d'exploitation est interdite sur le site.

Les opérations de ravitaillement et de stationnement des engins de chantier ne sont autorisées dans le périmètre de la carrière que :

- sur un emplacement qui sera précisément prévu à cet effet,
- dont l'emplacement figurera sur le plan d'exploitation,
- sur un emplacement équipé de dispositifs de récupération des éventuels écoulements d'hydrocarbures (bâche absorbante d'hydrocarbures, etc.).

Dans l'hypothèse où il est fait appel à un dispositif mobile d'imperméabilisation (bâche absorbante d'hydrocarbures), après toute opération d'alimentation en carburant la bâche sera ôtée et mise à l'abri des intempéries.

Dans l'hypothèse où il est fait appel à un dispositif fixe imperméabilisé, l'aire étanche sera :

- entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels,
- mise à l'abri des intempéries, afin qu'il ne puisse y avoir ruissellement d'eaux pluviales sur cette aire.

Les produits nécessaires à l'exploitation du chantier sont stockés sur une aire analogue et à l'abri des intempéries.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Article 22 - PRÉLÈVEMENTS D'EAU :

Aucun prélèvement d'eau de nappe est autorisé, sauf en ce qui concerne les échantillons d'eaux souterraines au fin des contrôles de qualité des eaux souterraines comme imposés à l'article 28.2 du présent arrêté.

Article 23 - REJETS D'EAUX :

Article 23.1. Eaux de procédé (*)

Article 23.2. Eaux pluviales (*)

Article 23.3. Eaux usées domestiques

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique.

Article 24 – REJETS ATMOSPHÉRIQUES :

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes de circulation sont arrosées en tant que de besoin pour éviter les envois de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Article 25 – DÉCHETS :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément.

Toute mise en dépôt à titre définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

Il est interdit de déverser tout déchet, matériau de décapage et résidu d'exploitation et de traitement de matériaux dans le plan d'eau.

L'exploitant justifie le caractère ultime au sens de l'article L 541-24 du Code de l'Environnement, des déchets mis en décharge

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret 79-981 du 21 novembre 1979 et aux arrêtés ministériels du 28 janvier 1999 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un registre chronologique de la production, de l'expédition des déchets ... L'arrêté du 7 juillet 2005 fixe les informations devant être contenues dans ces registres. Ces registres doivent être conservés au moins cinq ans.

Article 26- BRUIT :

Article 26.1 - Principes généraux

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du titre 1^{er} du Code de l'Environnement, sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Article 26.2 - Valeurs limites

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB _(A)	5 dB _(A)	3 dB _(A)

De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies

précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)
En limite de site	70 dB _(A)

Toute exploitation de carrières (extraction, remise en état, ...) est interdite de nuit, les dimanches et jours fériés.

Article 26.3 - Contrôles

L'inspecteur des installations classées pourra imposer la réalisation d'un contrôle de la situation acoustique. Ce contrôle sera effectué par un organisme ou une personne qualifiée.

Article 27 - VIBRATIONS :

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Article 28 - SURVEILLANCE DES REJETS :

Article 28.1 – Principes généraux :

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il pourra également imposer la mise en place de piézomètres. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Ces contrôles réalisés selon les règles de l'art doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.

Les résultats commentés de ces contrôles sont adressés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Article 28.2 – Surveillance des eaux souterraines :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant fera réaliser par un laboratoire agréé, des prélèvements et analyses conformément au tableau ci-dessous, en matière de paramètres à rechercher et fréquences d'analyses. Les points de prélèvements (dans les plans d'eau en exploitation) seront repérés sur plan à annexer aux résultats d'analyses

Ouvrage / implantation du prélèvement	Paramètres	Fréquence
plans d'eau en exploitation	Analyse type C4a	semestrielle en période de basses et hautes eaux

	Analyse type B3, C3, C4a, C4b et C4c	annuelle en période de hautes eaux
--	--------------------------------------	------------------------------------

Article 28.3 – Surveillance de la qualité des eaux de sur-verse des bassins de décantation: (*)

Article 28.4 – Surveillance des eaux pluviales : (*)

Article 28.5 – Surveillance des eaux de surface : (*)

Article 28.6 - Surveillance des retombées de poussières : (*)

SÉCURITÉ

Article 29 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les engins d'exploitation et les véhicules circulant dans l'enceinte de la carrière sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les agents doivent être initiés à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie, et entraînés périodiquement à cette lutte. L'exploitant doit pouvoir justifier de cette formation.

DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE ET GARANTIES FINANCIÈRES

Article 30 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE :

L'exploitation et la remise en état doivent s'effectuer de manière coordonnée selon le phasage et les moyens prévus au dossier de déclaration de modification des conditions d'exploitation du 6 décembre 2006 susvisé. **Toutefois la remise en état finale du secteur 1 aura du être achevée au 30 juin 2008.**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation. En fin d'exploitation, le site sera libéré de tous les matériels, stockages, installation mobile, mis en place durant les travaux d'extraction.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis. En cas de cessation d'activité, la remise en état des sols doit être effectuée immédiatement sur la totalité des terrains touchés par l'exploitation.

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes :

- ✓ un écran d'arbres et d'arbustes d'essences existant dans le voisinage sera planté sur le secteur 1 en bordure du CD 2b II, afin de masquer autant que possible la carrière.
- ✓ aménagement des plans d'eau pour la pêche avec des hauts-fonds (pour le secteur 1) :
 - le tracé des rives doit éviter les formes linéaires,
 - les talus doivent présenter des pentes diverses, afin de permettre l'implantation d'espèces animales et végétales variées,
 - les terres de découverte et les horizons humifères servent à la remise en état des zones situées autour du plan d'eau,

- les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées comme prévu dans le document d'impact,
- le recouvrement des banquettes, de leur accès et du front d'exploitation sera réalisé, Les talus seront ensemencés,
- les surfaces sur lesquelles les horizons humifères ont été remis en place ne doivent plus être parcourues par les engins de chantier,
- un chemin périphérique sera mis en place autour de chaque plan d'eau.

Les terrains seront rendus à l'usage prévu dans le document d'impact au fur et à mesure de l'avancement des travaux de remise en état et à l'issue de la procédure de cessation d'activité partielle.

Article 31 - GARANTIES FINANCIÈRES

La poursuite d'activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation, prévues aux articles 23-2 à 23-6 du décret du 21 septembre 1977.

Article 31.1 – Montant des garanties financières

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.

La durée de l'autorisation est divisée en 1 période quinquennale. A cette période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

Période	Montant en Euros TTC
Notification du présent arrêté préfectoral jusqu'au 21 janvier 2011	84 774,20

L'indice de référence TP01 utilisé est : 560,5 (juillet 2006).

Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est : 19,6%.

La valeur du coefficient α est 1,33.

Article 31.2 - Actualisation du montant des garanties financières (*)

Article 31.3. Justification des garanties financières

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant adressera au préfet un acte de cautionnement :

- répondant au moins du montant des garanties financières de remise en état imposé ci-dessus,
- couvrant la période définie à l'article 31.1 ci-dessus.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

III- DIVERS

Article 32 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de CERNAY et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans lesdites mairies. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 33 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 34 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

Toute concession de terrains doit être signalée au préfet.

Article 35 – SANCTIONS :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 36 – EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut- Rhin, et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace (DRIRE) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Sté COUROUT.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Délais et voies de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.

Patrick PINCET

(*) Un canevas a été constitué en région Alsace pour la rédaction des prescriptions relatives aux arrêtés préfectoraux applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement

soumises à autorisation. Certaines dispositions ne se justifiant pas pour les installations présentement visées, elles ont été supprimées. Néanmoins, la numérotation a été conservée pour permettre une homogénéité entre les arrêtés.

ANNEXE I

Liste des plans annexés au présent arrêté

- ✓ Plan de situation du site (carrière)
- ✓ Plan parcellaire
- ✓ Plan de la remise en état finale du site

